



**JACQUES
AUXIETTE**
PAYS DE LA LOIRE 2010

LA GAUCHE EN ACTION

ELECTIONS REGIONALES

Vote des militants sur la liste départementale pour les élections régionales

Résultats du vote du 3 décembre 2009 pour la section

Inscrits : 80

Votants : 32

Exprimés : 32

OUI : 30 voix

Abstention : 2 voix

Patrick DELPECH

Tête de liste départementale de la Sarthe

Agent du Trésor, Patrick Delpech a exercé des responsabilités syndicales nationales jusqu'en 1986.

Élu au conseil municipal de la ville de Le Mans pour la première fois en 1989, il devient Adjoint au Maire en charge des affaires scolaires, puis adjoint en charge des finances à partir de 2008. Il est également Vice Président de Le Mans Métropole (en charge du personnel) depuis 1992.



Très engagé au sein du Parti socialiste, il a été 1er secrétaire fédéral du PS de la Sarthe de 1992 à 2008 et Conseiller régional dans l'opposition aux côtés de Jacques Auxiette de 1998 à 2004.

A la faveur de la victoire de la Gauche en Pays de la Loire en 2004, il devient Vice Président du Conseil régional, en charge des solidarités humaines et territoriales. A ce titre, il s'occupe plus particulièrement de l'aménagement du territoire avec la mise en place des Contrats Territoriaux Uniques qui ont permis de démultiplier les services à la personne partout sur le territoire régional ou encore de l'accompagnement des Maisons de Santé.

Entouré par une équipe renouvelée et rajeunie, il a affiché son objectif : comme en 2004, battre la droite en Sarthe, terres du premier ministre, à l'occasion des élections régionales.

A noter la présence sur la liste départementale de notre camarade Moufidat SAID AHMED

Adhérente de notre section depuis 2006, Moufidat est également Conseillère municipale du Mans depuis 2008.



Les Socialistes face au monde de l'entreprise : entre méfiance et incompréhension

Comme prévu, notre section avait organisé, jeudi 19 novembre, un débat sur "les socialistes face au monde de l'entreprise" en présence d'élus, de militants syndicaux et du président départemental du Medef.



De l'avis des personnes présentes, la réunion fut de qualité et le débat très intéressant. Dommage pour les absents ... c'était la réunion à ne pas rater. Je vous propose d'en découvrir quelques extraits :

Nicolas LANDY

Chargé de Conseil aux entreprises
Vice - Président de Le Mans Métropole

Des premiers temps de la Révolution industrielle jusqu'aux années 1970, les relations entre le patronat et le monde ouvrier étaient parvenues à trouver un juste équilibre : les patrons ayant besoin de la force de travail des ouvriers contre rétribution. C'est dans ce contexte que s'est développée la social-démocratie qui reposait alors sur l'acceptation de l'économie de marché en échange d'un bon niveau de redistribution des richesses. Le système a toutefois atteint ses limites dans les années 80 et les débuts du capitalisme financier. L'équilibre pré-existant s'est alors trouvé rompu, la valeur travail perdant de son importance sous les effets de la crise économique, du développement du chômage, de la modernisation de l'outil de production et des délocalisations. Dans ce contexte nouveau, l'ouvrier n'avait plus la même importance pour le patronat. Dans le même temps, la valeur "Capital" voyait sa valeur croître de façon de plus en plus importante avec les beaux jours du capitalisme financier.

Parallèlement, la concentration des outils de production entre les mains de firmes multinationales de plus en plus puissantes a réduit la concurrence entraînant désormais à la fois une hausse des prix et une baisse de la qualité.

Aujourd'hui, il appartient au Parti socialiste de se donner une culture du monde de l'entreprise

en se posant deux questions essentielles : Comment gérer la nouvelle donne de la répartition des richesses en faveur du monde ouvrier ? Quelle doit être la position du PS sur les PME qui constituent un tissu vivace et fragile d'entreprises ?

Guy BEAUNÉ

Militant Syndical
Secrétaire fédéral du PS aux entreprises

Il faut tout d'abord rappeler que le but premier d'une entreprise est de produire des biens ; or, dans les faits, on constate qu'il s'agit désormais de faire de plus en plus de profits au détriment de l'équilibre devant exister entre les intérêts des salariés et ceux de l'entrepreneur. Le salarié devenant trop souvent une variable d'ajustement. Dans le même temps, il est impossible d'appliquer un seul et même schéma au monde de l'entreprise tant ce dernier est diversifié du fait de la coexistence de mondes très différents (Firmes multinationales, PME, artisanat). La démarche du PS doit donc à la fois per-



mettre de redonner du poids à l'ouvrier dans l'entreprise tout en envisageant une différenciation des solutions à appliquer selon le type d'entreprise.

Samuel CHEVALLIER

Chef d'entreprise (Super U Parigné-l'Évêque)
Président départemental du MEDEF



Dans son rôle de représentant du monde de l'entreprise le MEDEF doit avant tout "donner du sens à l'entreprise". En Sarthe, nous ne souhaitons pas être assimilés aux patrons du CAC 40 alors que nous représentons 1200 entreprises dont 90% pèsent moins de 50 salariés. Nous souhaitons ouvrir les fenêtres et sortir

des relations binaires classiques pour à la fois promouvoir le rôle de l'entreprise (pas celui des patrons) et travailler à l'emploi notamment des plus jeunes.

Le titre de la soirée interpelle car pourquoi parler automatiquement de méfiance ou d'incompréhension ? Le chef d'entreprise est tout d'abord quelqu'un qui s'investit beaucoup, prend des risques et ne compte pas ses heures ... il entreprend. Cela nécessite du courage, de l'envie et du dynamisme. De son côté l'entreprise est utile car elle crée de l'emploi, des richesses et paye des impôts qui profitent à tous.

Pour que l'économie fonctionne, il faut parvenir à un équilibre entre le chef d'entreprise, les salariés et les clients. Chacun doit y trouver son compte ... sinon, le système fonctionne mal. Cela n'est pas le cas aujourd'hui. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer : l'importance prise par la spéculation financière au détriment de la valeur travail, certains règlements n'ont pas toujours facilité les choses (35 heures), pressions trop fortes sur les salariés ...

Pour faire bouger les choses, le chef d'entreprise doit être en mesure de redonner du sens au travail

dans le cadre d'une entreprise qui est avant tout le résultat d'un collectif. C'est le sens que je souhaite donner à mon action à la tête du MEDEF de la Sarthe.

Olivier BIENCOURT

Enseignant Chercheur
Vice - Président de Le Mans Métropole

Le discours du nouveau Président du MEDEF de la Sarthe est intéressant et offre la possibilité d'engager un dialogue fructueux. Tout d'abord, rappeler que le monde de l'entreprise repose à la fois sur la notion de marché et de profit ... Le problème réside aujourd'hui dans le fait que certaines entreprises ne sont plus seulement des lieux de production. Il convient notamment de se battre contre l'idée reçue selon laquelle l'actionnaire est propriétaire de l'entreprise ... il n'est propriétaire que de ses actions.



Nicolas LANDY - Le discours social porté par le Président du MEDEF de la Sarthe est certes séduisant. Il est toutefois en contradiction avec les prises de position nationales du MEDEF qui soutient et / où propose des réformes qui ne vont pas dans le sens des salariés.

Guy BEAUNÉ - La suppression du SMIG, la libéralisation des licenciements, les nouvelles formes de travail qui génèrent davantage de stress sont aujourd'hui des réformes portées par le MEDEF national et sont éloignées du discours local que nous venons d'entendre.

Marcel THOMAS - Le récent conflit social chez CBM est révélateur de la nuisance des groupes financiers qui n'hésitent pas à démolir une entreprise qui fonctionne bien mais ne rapporte pas assez. Aujourd'hui, seul le capital financier décide. Il

est nécessaire de trouver un autre moyen de financer les entreprises pour les libérer du capitalisme financier. La solution des placements équitables est intéressante en ce sens. Lorsque l'on entend le discours Président sarthois du MEDEF on peut qu'espérer mais dans le même temps représentez-vous la majorité des patrons ?

Jean-Pierre DUGUEY - Témoignage d'un petit patron solitaire pour rappeler qu'il n'a rien de commun avec de nombreux chefs d'entreprise. Avoir de bonnes idées est une bonne chose mais il doit être plus difficile de les faire appliquer.

Samuel CHEVALLIER - Oui, aujourd'hui je suis minoritaire au sein du MEDEF mais cela ne durera peut-être pas. Il est important de montrer que des choses vont bien et ne pas rester dans une relation binaire qui veut que le patron soit forcément le méchant de service. Quant au poids trop important pris par le capitalisme financier, c'est à la société de réformer le système ... c'est notamment le rôle du Politique de remettre de la raison dans le système.

Patrick ROGEON - Concernant les problèmes de financement des retraites, la solution la plus simple est d'augmenter les cotisations pour maintenir un niveau de recettes suffisant. Mais le MEDEF s'y oppose.

Samuel CHEVALLIER - Il y a des choses vraies et il est difficile de répondre car c'est avant

tout une question d'équilibre entre la compétitivité des entreprises et leur rôle citoyen.

Guy BEAUNÉ - Le déséquilibre de financement des retraites est également créé par les entreprises du fait du poids accru des actionnaires et de la diminution de la masse salariale.

Nicolas LANDY - La fédération sarthoise du PS travaille actuellement beaucoup sur le monde de l'entreprise et quelques propositions commencent à émerger. Il convient notamment de s'interroger sur le financement des entreprises et du rôle de la puissance publique : permettre des prises de participation par les collectivités locales est également dans certains cas un moyen de permettre une meilleure répartition des richesses.

Stéphane LE FOLL - Dans un monde globalisé, les politiques nationales seront insuffisantes, il convient donc d'avoir une réflexion avec un horizon plus large. L'Europe peut jouer ce rôle notamment par la reconstitution d'une capacité d'investissement au niveau européen. Par ailleurs, aujourd'hui, les milliards échangés chaque jour ne produisent aucune recette ... La fiscalisation des profits financiers doit être l'un de nos enjeux.

Samuel CHEVALLIER - Comment sortir des excès de l'économie financière ? Je suis favorable à l'intervention du Politique pour mieux encadrer le libéralisme dans le cadre d'un équilibre entre salarié et entreprise.



Toutes mes excuses à ceux dont les interventions ne sont pas reprises ... ma prise de notes a probablement été trop partielle et aléatoire.

Christophe COUNIL